



COMMUNE de

ROMANEL-SUR-LAUSANNE

**PREAVIS MUNICIPAL**

**N° 36 / 2014**

**au Conseil communal**

\* \* \*

**Règlement du Conseil communal  
de Romanel-sur-Lausanne**

Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux,

## **1. PREAMBULE**

### **1.1 Règlement actuel**

L'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution vaudoise en date du 14 avril 2003 avait notamment nécessité une importante adaptation de la Loi du 28 février 1956 sur les Communes (LC) et, dans une moindre mesure, de la Loi du 16 mai 1989 sur l'Exercice Des Droits Politiques (LEDP), avec une entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2005.

En date du 23 février 2006, le Conseil communal a adopté l'actuel Règlement totalement refondu, notamment en fonction de l'adaptation susmentionnée.

### **1.2 Modifications légales entrées en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2013**

Révisée par le Grand Conseil et publiée dans la Feuille des Avis Officiels du 4 décembre 2012, la nouvelle Loi sur les Communes (LC) est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2013. La Loi exige désormais que les Conseils communaux édictent un Règlement d'organisation (art. 40a al. 2 LC). Lorsque ces règlements existent déjà, les Conseils doivent les adapter à ces importantes modifications législatives. Si la Loi ne fixe pas de délai, il est important de savoir que les dispositions des règlements actuels qui sont contraires à la loi révisée sont caduques dès le 1<sup>er</sup> juillet 2013 et, sur ces points, les Conseils communaux doivent appliquer directement la Loi sur les Communes.

### **1.3 Procédure**

A partir du 1<sup>er</sup> juillet 2013, les nouveaux règlements communaux et les modifications des règlements existants sont soumis au contrôle et à l'approbation du Département des institutions et de la sécurité.

Ledit Département a préparé un Règlement-type qui fixe l'organisation et les rapports des Autorités communales. Ce document constitue un support extrêmement précieux pour l'introduction des règles de droit impératif fixées par les textes légaux, dont le Règlement du Conseil communal ne saurait s'écarter.

Sur l'initiative de son Président, le Bureau du Conseil communal (CC) a désigné un groupe de travail qui a établi le projet de nouveau Règlement qui est présenté à l'approbation de l'organe délibérant. Faisaient partie de ce groupe de travail, présidé par M. Pierre-Alain Meystre, Mme Claudia Perrin, vice-présidente du CC, ainsi que MM. Eric Eggen, Michel Junod et Henri Pisani, anciens présidents du CC. Les notes de séance étaient prises par Mme Eliane Carnevale, secrétaire du CC et la Municipalité était représentée par le Syndic Edgar Schiesser, par ailleurs également ancien président. Quatre séances (11 juin, 20, 27 août et 25 septembre 2013) ont permis d'établir ce projet.

Le Secteur juridique du Service des Communes et du Logement a procédé à l'examen préalable du projet. Il a été tenu compte des quelques remarques principalement de forme.

Conformément aux dispositions légales en vigueur, en cas d'adoption par le Conseil communal, il sera soumis à l'approbation de la Cheffe du Département des institutions et de la sécurité et fera l'objet d'une publication dans la FAO.

Dès son adoption, ce document sera bien évidemment distribué à chaque membre du Conseil communal.

## **2. LES PRINCIPALES NOUVEAUTÉS DES LOIS VAUDOISES SUR LES COMMUNES (LC) ET SUR L'EXERCICE DES DROITS POLITIQUES (LEDP)**

La Loi sur les Communes (LC) et la Loi sur l'Exercice des Droits Politiques (LEDP), ainsi que le Règlement-type pour les Conseils communaux, peuvent être actuellement consultés sur le site Internet de la commune [www.romanel-sur-lausanne.ch](http://www.romanel-sur-lausanne.ch) (sous préavis municipaux).

### **Abréviations :**

**Cst-VD** : Constitution du 14 avril 2003 du Canton de Vaud (RSV 101.01)

**LC** : Loi du 28 février 1956 sur les Communes (RSV 175.11)  
Etat au 01.07.2013 (en vigueur)

**RCCom** : Règlement du 14 décembre 1979 sur la comptabilité des Communes (RSV 175.31.1)

**LEDP** : Loi du 16 mai 1989 sur l'Exercice des Droits Politiques (RSV 160.01)

Parmi, les principales nouveautés ou modifications, il y a lieu de relever :

- droit d'initiative des membres du Conseil communal (art. 32 LC) : la loi révisée détaille les causes d'irrecevabilité d'une motion ou d'un postulat. Les plus importantes figurent aux lettres e (contraires au droit supérieur) et f (hors du champ de compétence de la Municipalité ou du Conseil), le Règlement du Conseil précisera la procédure à suivre (voir ci-dessous);
- droit d'initiative - procédure (art. 33 LC) : la discussion sur la nature de la proposition (motion ou postulat) se fera en plénum, lequel entendra l'avis de l'auteur, de la Municipalité et du Président qui, cas échéant, fera voter. L'auteur d'une proposition peut la modifier jusqu'à décision du Conseil. Cette disposition figure désormais explicitement dans la loi. En outre, la loi impose un délai si le Règlement ne le prévoit pas : "*Une fois prise en considération, la Municipalité doit impérativement la [la proposition] traiter et y répondre, dans le délai prévu par le Règlement dudit Conseil ou, à défaut, dans l'année qui suit le dépôt de la proposition.*" Par ailleurs, l'alinéa 6 de cette nouvelle disposition est important : désormais la Municipalité détermine, sur la base de l'article 32 LC ci-dessus, si la motion porte ou non sur une compétence du Conseil;

- la Municipalité pourra déposer un amendement (art. 35a LC);
- la loi reconnaît l'existence des groupes politiques (art. 40b LC);
- droit à l'information des membres du Conseil général ou communal (art. 40c LC) : la Loi sur l'Information s'applique désormais également aux Conseillers communaux, mais la LC précise de façon exhaustive quelles informations un Conseiller peut se voir refuser :
  - documents internes de la Municipalité ;
  - documents relevant de la sécurité de la Commune ;
  - informations relevant de la protection de la personnalité ou d'un secret protégé par la loi ;
- la loi précise les contours du secret de fonction des Conseillers (art. 40d LC) : une pratique déjà largement entrée en vigueur. En cas d'entorse au secret de fonction, le Bureau du Conseil informe le Préfet qui instruit une enquête administrative;
- après consultation préalable de la Municipalité, les Commissions pourront solliciter de leur propre initiative un intervenant extérieur, pour autant que cette démarche n'entraîne aucune dépense (art. 40h LC); par contre, si la Commission souhaite s'adresser à l'Administration, la Municipalité peut exiger d'être entendue, voire de participer à l'entrevue;
- secret de fonction des membres de Commission (art. 40i) : l'alinéa 3 prévoit que :
  - les documents de travail fournis à la Commission ne sont pas confidentiels;
  - ils sont confidentiels sur indication contraire de leurs auteurs;
  - s'ils sont déclarés confidentiels, ils peuvent néanmoins être communiqués aux autres membres du Conseil avec l'autorisation du Président de la Commission;
- des dispositions concernant la récusation des membres du Conseil général ou communal (art. 40 j LC) sont introduites : cette disposition a pour but de combler une lacune de la Loi actuelle sur les Communes, car actuellement, seuls les membres de la Municipalité sont soumis à la procédure de récusation (voir l'art. 65a LC);
- collégialité (art. 65b LC) : pratiquée partout dans le Canton, cette disposition sur la collégialité est nouvelle dans la loi. Ce principe suppose que les membres de la Municipalité fonctionnent en collège, ce qui implique notamment que les Conseillers municipaux ne doivent pas, à tout le moins publiquement, se désolidariser des décisions prises par le collège, par exemple en portant le débat dans les médias. Cela ne les prive cependant pas d'exercer leurs droits politiques ou juridiques, ni ne les empêche de signaler d'éventuels problèmes de légalité ou de toute autre nature auprès des autorités cantonales de surveillance des Communes prévues par les articles 138 ss LC.
- l'art. 90, alinéa 3 LC, stipule que le Conseiller municipal ou le Conseiller communal qui ne prête pas serment dans le délai imparti par le Président est réputé démissionnaire;
- les Commissions de surveillance (gestion et finances) ne pourront pas investiguer dans l'Administration hors de la présence de la Municipalité (art. 93e LC);
- l'art. 93i LC modifié par le Grand Conseil renonce à l'obligation d'introduire un contrôle de gestion pour se limiter à une recommandation;

- les projets de conventions intercommunales ou de statuts d'associations intercommunales ne pourront plus être amendés par le Conseil (art.110 & 113 LC). Le projet de convention/statut ou de sa modification est soumis pour consultation à une Commission (par le biais du Bureau) qui adresse sa prise de position à la Municipalité. Celle-ci transmet les remarques aux Municipalités partenaires, qui décident de les intégrer ou non. Le Conseil statue sur le projet définitif, mais il ne peut plus l'amender. Cette procédure s'inspire d'un dispositif existant au niveau intercantonal.
- suspension et révocation (art. 139 b) : en présence d'un motif grave, le Conseil d'Etat peut suspendre un Municipal ou un Conseiller pour une année maximum. Sont des motifs graves:
  - L'ouverture d'une instruction pénale.
  - Une incapacité durable.
  - Une absence prolongée.
  - Une violation de la LC pour les conflits d'intérêt.

La révocation est soumise à l'électeur si l'élu concerné :

- est toujours en absence ou en incapacité au terme de la suspension;
- lorsqu'il y a décision pénale;
- si une enquête conclut à une perturbation durable de l'instance concernée ou une violation grave de la LC.

### **3. PROJET DE NOUVEAU REGLEMENT COMMUNAL**

#### **3.1. Election du Conseil communal selon le système proportionnel**

Le projet de Règlement tient compte d'ores et déjà de l'élection du Conseil communal selon le système proportionnel pour la prochaine législature 2016 – 2021, modification rendue obligatoire en votation populaire pour les Communes de plus de 3'000 habitants.

L'article 2 reprend ce mode d'élection qui a également pour conséquence de voir apparaître la notion de « groupe politique ». Les Conseillers communaux élus sur la même liste électorale forment un groupe dans la mesure où ils sont au moins cinq (art. 89) et il est prévu une représentation équitable desdits groupes dans les Commissions (art. 38 et 45).

Ces dispositions, en relation avec le changement de système électoral, entreront en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2016.

#### **3.2 Elections tacites**

A l'exception du Président, du ou des Vice-présidents et du Secrétaire, les autres élections pourront s'opérer tacitement lorsque le nombre de candidats est égal à celui des sièges à pourvoir. Il s'agit donc de l'élection des scrutateurs et des scrutateurs-suppléants, ainsi que des membres des Commissions nommés directement par le Conseil communal, soit notamment les Commissions de gestion, des finances, d'urbanisme et d'environnement, de jeunesse et de recours en matière d'impôts. Par analogie, il en ira de même pour la désignation des délégués nommés par le Conseil communal dans les instances intercommunales (ASIGOS, AJENOL, Organe de contrôle PRIMEROCHE, PC et SDIS, etc.).

### 3.3 Autres commentaires

Par ailleurs, le projet reprend :

- ✓ une majorité des articles du Règlement actuellement en vigueur, tout en précisant que la numérotation a bien évidemment dû être revue.
- ✓ les règles du Règlement-type de droit impératif fixées par les textes légaux, dont le Règlement du Conseil communal ne saurait s'écarter.

Parmi les autres dispositions, il y a lieu de signaler principalement :

- Art. 20 L'interdiction prévue à l'art. 100a LC d'accepter ou de solliciter des libéralités ou d'autres avantages pour les membres du Conseil communal, de la Municipalité et de l'Administration communale est reprise. A signaler que, font exception, les libéralités ou les avantages usuels de faible valeur (l'art. 172ter du Code pénal qui fixe la limite à fr. 300.--).
- Art. 26 Si seule la convocation du Conseil communal doit continuer à se faire par écrit, il est proposé d'envoyer les annexes, notamment les préavis, par courriel, cela avec l'accord du Conseiller.
- Art. 38 La pratique voulant que le et les Conseillers municipaux qui représentent la Municipalité dans une Commission peuvent être accompagnés d'un ou de plusieurs collaborateurs communaux, est confirmée.
- Art. 47 Pour permettre aux groupes constitués de prendre connaissance des rapports des Commissions lors de leur réunion de préparation du Conseil communal, il est proposé de fixer que lesdites Commissions doivent déposer, par écrit, leur rapport au moins 7 jours avant la séance.
- Art. 48 S'agissant du droit à l'information et du secret de fonction des membres d'une commission, voire les exigences de la LC ci-dessus.
- Art. 57 L'obligation de se récuser et l'introduction d'un registre des intérêts sont également  
Art. 58 prévues par la LC, voir indications ci-dessus.
- Art. 60 Le procès-verbal pourra également être envoyé par courriel, cela avec l'accord du Conseiller.
- Art. 62 Le Chapitre II – Droits des Conseillers et de la Municipalité – a été profondément  
à 67 remanié pour tenir compte des exigences de la LC (voir ci-dessus).
- Art. 68 Le Chapitre III – De la pétition – définit plus précisément la procédure en relation  
à 71 avec le dépôt d'une pétition.
- Art. 73 Il sera également possible de procéder à l'envoi, au moins cinq jours à l'avance, du rapport de la Commission par courrier ou par voie électronique, pour éviter la lecture d'un rapport.
- Art. 74 La possibilité de dicter un amendement au secrétaire n'est plus prévue.  
Le dernier alinéa fixe que les amendements peuvent non seulement être déposés par les Commissions chargées d'examiner le préavis, ou par les Conseillers, mais également par la Municipalité.
- Art. 81 Cet article permettra à terme l'éventuelle introduction du vote électronique.  
En cas de demande simultanée du vote nominal et du vote à bulletin secret, ces deux modes sont mis en opposition, à l'exception des élections où seul le vote à bulletin secret est permis.

- Art. 89 Dès la prochaine législature 2016 – 2021, les Conseillers communaux élus sur une même liste électorale pourront former un groupe politique dans la mesure où ils sont au moins cinq (voir ci-dessus).
- Art. 101 Cet article fixe le droit à l'information des Commissions de gestion et des finances, notamment d'obtenir les documents et les renseignements nécessaires à l'exercice de leur mandat de surveillance. En cas de divergence, la conciliation du Préfet pourra être demandée.

#### **4. CONCLUSION**

Au vu de ce qui précède, nous vous demandons, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux, de prendre la décision suivante :

### **LE CONSEIL COMMUNAL DE ROMANEL–sur–LAUSANNE**

- vu le préavis municipal N° 36 / 2014 adopté en séance du 6 janvier 2014 ;
- ouï le rapport de la Commission technique chargée de l'étude de ce projet ;

#### **décide :**

- d'approuver le projet annexé de Règlement du Conseil communal de Romanel-sur-Lausanne.

#### **La Municipalité**

Municipal responsable : M. Edgar Schiesser, syndic

Romanel, le 6 janvier 2014

Annexe : Projet de Règlement du Conseil communal de Romanel-sur-Lausanne



REGLEMENT  
du  
CONSEIL COMMUNAL  
de  
ROMANEL-SUR-LAUSANNE

## TITRE PREMIER

### Du Conseil et de ses organes

#### CHAPITRE PREMIER

##### Formation du Conseil

<b>Article premier.-</b> Le nombre des membres est fixé selon l'effectif de la population de la commune issu du recensement annuel.	Nombre des membres (art. 17 LC)
Le Conseil communal peut modifier le nombre de ses membres au plus tard le 30 juin de l'année précédant le renouvellement intégral des Autorités communales <sup>1</sup> .	
<b>Art. 1a.-</b> Toute désignation de personne, de statuts, de fonction ou de profession utilisée dans le présent règlement vise indifféremment un homme ou une femme.	Terminologie (art. 3b LC)
<b>Art. 2.-</b> Le corps électoral est convoqué tous les cinq ans, au printemps, pour procéder à l'élection des membres du conseil. Cette élection a lieu conformément à la LEDP, selon le système majoritaire jusqu'à la fin de la législature 2011 – 2016 et selon le système proportionnel pour les législatures suivantes.	Election (art. 144 Cst-VD et 81, 81a LEDP)
<b>Art. 3.-</b> Les membres du Conseil doivent être des électeurs au sens de l'article 5 LEDP. S'ils perdent la qualité d'électeurs dans la commune, ils sont réputés démissionnaires. La démission est effective à compter du jour où l'intéressé est radié du registre des électeurs.	Qualité d'électeurs (art. 5 LEDP et 97 LC)
<b>Art. 4.-</b> Le Conseil est installé par le Préfet, conformément aux articles 83 ss LC.	Installation (art. 83 ss LC)
<b>Art. 5.-</b> Avant d'entrer en fonctions, les membres du Conseil prêtent le serment suivant :	Serment (art. 9 LC)
"Vous promettez d'être fidèles à la constitution fédérale et à la constitution du Canton de Vaud, de maintenir et de défendre la liberté et l'indépendance du pays.	
Vous promettez d'exercer votre charge avec conscience, diligence et fidélité, de contribuer au maintien de l'ordre, de la sûreté et de la tranquillité publics, d'avoir, dans tout ce qui sera discuté, la justice et la vérité devant les yeux, de veiller à la conservation des biens communaux et de remplir avec intégrité et exactitude les diverses fonctions que la loi vous attribue ou pourra vous attribuer."	
<b>Art. 6.-</b> Avant de procéder à l'installation, le Préfet constate la démission des conseillers communaux élus à la Municipalité ainsi que leur remplacement par des suppléants.	(art. 143 Cst-VD)

<sup>1</sup> Cette décision doit être prise sur la base d'un préavis municipal.



**Art. 7.-** Après la prestation du serment par les membres du Conseil, celui-ci procède, sous la présidence du Préfet, à la nomination de son président et du secrétaire, qui entrent immédiatement en fonction. Le Conseil nomme ensuite les autres membres du bureau.

Organisation  
(art. 89, 23  
et 10 à 12 LC)

**Art. 8.-** L'installation du Conseil et de la Municipalité, ainsi que la formation du bureau du Conseil ont lieu avant le 30 juin suivant les élections générales. Ces Autorités entrent en fonction le 1er juillet.

Entrée en  
fonction  
(art. 92 LC)

**Art. 9.-** Les membres absents du Conseil et de la Municipalité, de même que ceux élus après une élection complémentaire, sont assermentés devant le Conseil par le président de ce corps, qui en informe le Préfet. Le président leur impartit un délai après l'échéance du délai de réclamation ou de recours prévu par la législation en matière d'exercice des droits politiques.

Serment des  
absents  
(art. 90 LC)

En cas d'urgence, ils peuvent prêter serment devant le bureau.

Le Conseiller municipal ou le Conseiller communal qui ne prête pas serment dans le délai impartit par le président est réputé démissionnaire.

**Art. 10.-** Il est pourvu aux vacances conformément à la LEDP.

Vacances  
(art. 1<sup>er</sup> LC, 82  
et 86 LEDP)

## CHAPITRE II

### Organisation du conseil

**Art. 11.-** Le Conseil nomme chaque année<sup>2</sup> dans son sein :

Bureau  
(art. 10  
et 23 LC)

- a) un président;
- b) un ou deux vice-présidents;
- c) deux scrutateurs et deux suppléants.

Il nomme pour la durée de la législature son secrétaire, lequel peut être choisi en dehors du Conseil.

**Art. 12.-** Le président, le ou les vice-présidents et le secrétaire sont nommés au scrutin individuel secret; les scrutateurs sont élus au scrutin de liste, leurs suppléants également. Ces élections ont lieu à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second. Les bulletins blancs sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue. En cas d'égalité de suffrages, le sort décide.

Nomination  
(art. 11  
et 23 LC)

Pour l'élection des scrutateurs et des scrutateurs-suppléants, lorsque le nombre de candidats est égal à celui des sièges à pourvoir, l'élection peut s'opérer tacitement. Mention en est faite au procès-verbal.

**Art. 13.-** Les Conseillers communaux élus à la Municipalité sont réputés démissionnaires.

Incompatibilités  
(art. 143 Cst-  
VD)

Une place distincte est réservée à la Municipalité dans la salle du Conseil.

---

<sup>2</sup> Par « chaque année », il faut entendre la période allant du 1<sup>er</sup> juillet au 30 juin. Il faut procéder aux nominations pour le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année.

**Art. 14.-** Le secrétaire municipal n'est pas éligible aux diverses fonctions mentionnées à l'article 11. Il peut toutefois être élu secrétaire du Conseil. (art. 12 et 23 LC)

Le secrétaire du Conseil ne doit pas être conjoint, parent ou allié en ligne directe ascendante ou descendante, ou frère ou sœur du président.

**Art. 15.-** Le Conseil a ses archives particulières, distinctes de celles de la Municipalité. Les archives se composent de tous les registres, pièces, titres et documents qui concernent le Conseil. Archives

**Art. 16.-** Le Conseil est servi par l'huissier désigné par la Municipalité. Huissiers

### CHAPITRE III

#### Attributions et compétences

##### Section I Du Conseil

**Art. 17.-** Le Conseil délibère sur : Attributions (art. 146 Cst-VD et 4 LC)

1. le contrôle de la gestion;
2. le projet de budget et les comptes;
3. les propositions de dépenses extrabudgétaires;
4. le projet d'arrêté d'imposition;
5. l'acquisition et l'aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières. Le Conseil peut accorder à la Municipalité l'autorisation générale de statuer sur les aliénations et les acquisitions en fixant une limite;
6. la constitution de sociétés commerciales, d'associations et de fondations, ainsi que l'acquisition de participations dans les sociétés commerciales et l'adhésion à de telles entités. Pour de telles acquisitions ou adhésions, le Conseil peut accorder à la Municipalité une autorisation générale, le chiffre 5 s'appliquant par analogie. Une telle autorisation générale est exclue pour les sociétés et autres entités citées à l'article 3 a LC;
7. l'autorisation d'emprunter et les cautionnements, le Conseil pouvant laisser dans les attributions de la Municipalité le choix du moment ainsi que la détermination des modalités de l'emprunt;
8. l'autorisation de plaider (sous réserve d'autorisations générales qui peuvent être accordées à la Municipalité);
9. le Règlement du personnel communal et la base de sa rémunération;

10. les placements (achats, ventes, emplois) de valeurs mobilières qui ne sont pas de la compétence de la Municipalité en vertu de l'article 44, chiffre 2, de la Loi sur les Communes;

11. l'acceptation de legs et de donations (sauf s'ils ne sont affectés d'aucune condition ou charge), ainsi que l'acceptation de successions, lesquelles doivent au préalable avoir été soumises au bénéfice d'inventaire. Pour de telles acceptations, le Conseil peut accorder à la Municipalité une autorisation générale, le chiffre 5 s'appliquant par analogie;

12. les reconstructions d'immeubles et les constructions nouvelles, ainsi que la démolition de bâtiments<sup>4</sup>;

13. l'adoption des règlements, sous réserve de ceux que le Conseil a laissés dans la compétence de la Municipalité ;

14. la fixation des indemnités des membres du Conseil, des membres des Commissions, du président et du secrétaire du conseil et, cas échéant de l'huissier, sur proposition du bureau et sur proposition de la Municipalité, la fixation des indemnités du Syndic et des membres de la Municipalité (art. 29 LC);

15. toutes les autres compétences que la loi lui confie.

Les délégations de compétence prévues aux chiffres 5, 6, 8 et 11 sont accordées pour la durée d'une législature et jusqu'au 31 décembre de l'année du renouvellement intégral des autorités communales, à moins qu'elles ne figurent dans un règlement arrêté par le conseil. Ces décisions sont sujettes au référendum. La Municipalité doit rendre compte, à l'occasion du rapport sur sa gestion, de l'emploi qu'elle a fait de ses compétences.

**Art. 18.-** Le Conseil fixe le nombre des membres de la Municipalité. Il peut le modifier pour la prochaine législature. Sa décision doit alors intervenir au plus tard le 30 juin de l'année précédant le renouvellement intégral des Autorités communales<sup>5</sup>.

Nombre des membres de la Municipalité (art. 47 LC)

**Art. 19.-** Lorsque le Conseil, la Municipalité ou un membre de ces Autorités est outragé par un tiers se trouvant dans la salle, le coupable est expulsé par les agents de la force publique.

Sanction (art. 100 LC)

S'il s'agit d'un fait paraissant constituer un délit, procès-verbal est dressé; la cause est instruite et jugée selon les règles de la procédure pénale.

**Art. 20.-** Les membres du Conseil, de la Municipalité et de l'Administration communale ne doivent ni accepter, ni solliciter, ni se faire promettre des libéralités ou d'autres avantages directement ou indirectement liés à l'exercice de leur fonction, que ce soit pour eux-mêmes ou pour des tiers.

Interdiction d'accepter ou de solliciter des libéralités ou d'autres avantages (art. 100a LC)

Font exception les libéralités ou les avantages usuels de faible valeur<sup>6</sup>.

<sup>4</sup> Il s'agit ici d'immeubles, constructions et bâtiments faisant partie du patrimoine communal.

<sup>5</sup> Cette décision doit être prise sur la base d'un Préavis municipal.

<sup>6</sup> Cette disposition prévoit un régime d'exception pour les libéralités ou avantages usuels de faible valeur, ce par quoi il faut entendre par exemple les cadeaux de fins d'année, les repas offerts à l'occasion d'invitations, etc. La notion de faible valeur peut être rapprochée de la notion d'élément patrimonial de faible valeur prévue par l'article 172ter du code pénal dont la limite a été fixée à Fr. 300.--.

## Section II Du bureau du Conseil

**Art. 21.-** Le bureau du Conseil est composé du président et des deux scrutateurs. Sont également membres du bureau le ou les vice-présidents et les deux scrutateurs-suppléants.

Composition du bureau  
(art. 10 LC)

**Art. 22.-** Aucun membre du bureau ne peut faire partie d'une Commission à la nomination de laquelle il a concouru en cette qualité.

**Art. 23.-** Le bureau, par l'intermédiaire du président ou de son remplaçant, est chargé du contrôle de la rédaction du procès-verbal. Il veille à ce que les archives soient tenues en bon ordre, les rapports des Commissions et les pièces qui s'y rattachent classés et conservés avec soin, et les registres tenus à jour.

Il préside à la remise des archives d'un secrétaire à son successeur.

**Art. 24.-** Le bureau est chargé de la police de la salle des séances.

## Section III Du président du Conseil

**Art. 25.-** Le président a la garde du sceau du conseil.

**Art. 26.-** Le président convoque le conseil par écrit. La convocation doit mentionner l'ordre du jour établi d'entente entre le bureau et la Municipalité (président et syndic).

Convocation  
(art. 24  
et 25 LC)

Les annexes à la convocation sont envoyées par courriel, en cas d'accord du Conseiller.

Le Préfet doit être avisé du jour de la séance et en connaître l'ordre du jour.

Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour.

**Art. 27.-** Le président fait connaître à l'assemblée la série des objets dont elle doit s'occuper. Il ouvre la discussion, la dirige et la clôt. Il pose la question et la soumet à la votation. Il préside au dépouillement des votes et des élections et en communique le résultat au Conseil.

**Art. 28.-** Le président accorde la parole. Le Conseiller qui se la voit refuser peut la demander à l'assemblée.

**Art. 29.-** Lorsque le président veut parler comme membre du Conseil, il se fait remplacer à la présidence par l'un des vice-présidents.

**Art. 30.-** Le président prend part aux votes et aux élections qui ont lieu au scrutin secret. Dans les autres cas, il ne vote que pour déterminer la majorité, s'il y a égalité de suffrages. aux conditions fixées à l'article 35b LC.

**Art. 31.-** Le président exerce la police de l'assemblée. Il rappelle à la question l'orateur qui s'en écarte. Il adresse une observation aux membres qui troublent l'ordre ou qui manquent au respect dû aux conseillers et aux membres de la Municipalité.

Si le rappel à l'ordre ne suffit pas, le président peut retirer la parole à l'orateur.

Si le président ne peut pas obtenir l'ordre, il a le droit de suspendre ou de lever la séance.

Le membre rappelé à l'ordre ou auquel on a retiré la parole peut recourir à l'assemblée.

**Art. 32.-** En cas d'empêchement, le président est remplacé par le premier vice-président, celui-ci par le second et, en cas d'absence simultanée de ceux-ci, par un des membres du bureau ou par un président ad hoc désigné par l'assemblée pour la séance.

#### Section IV Des scrutateurs

**Art. 33.-** Les scrutateurs sont chargés du dépouillement des scrutins. Ils comptent les suffrages lors des votations. En cas de vote par appel nominal, ils prennent note des votes et en communiquent le résultat au président.

#### Section V Du secrétaire

**Art. 34.-** Le secrétaire signe avec le président les actes du conseil, aux conditions fixées à l'art. 71a LC.

Le secrétaire est chargé du contrôle des absences. Il est responsable des archives du Conseil.

Lorsqu'un secrétaire quitte ses fonctions, remise est faite des archives au bureau du Conseil par le secrétaire ou ses ayants cause.

Lorsqu'un nouveau secrétaire est nommé, la remise des archives lui est faite par le bureau.

Dans l'un et l'autre cas, il est dressé procès-verbal des opérations du bureau; ce procès-verbal, signé par les membres du bureau et par le secrétaire, est communiqué au Conseil.

**Art. 35.-** Le secrétaire rédige les lettres de convocation mentionnées à l'article 26 et coordonne leur expédition avec le secrétaire municipal. Il rédige le procès-verbal qui est joint en principe à la convocation de la prochaine séance. Il fait l'appel nominal et procède à l'inscription des absents. En collaboration avec le secrétaire municipal, il expédie aux présidents des Commissions la liste des membres qui les composent et leur remet les pièces relatives aux affaires dont elles doivent s'occuper. Il prépare les extraits du procès-verbal qui doivent être expédiés à la Municipalité.

**Art. 36.-** A chaque séance, le secrétaire fait déposer sur le bureau du président le règlement du Conseil, le budget de l'année courante et tout ce qui est nécessaire pour écrire.

**Art. 37.-**Le secrétaire est chargé de la tenue des divers registres du Conseil qui sont :

- a) un onglet ou registre avec répertoire renfermant les procès-verbaux des séances et les décisions du Conseil;
- b) un ou des registres contenant l'état nominatif des membres du conseil;
- c) un classeur renfermant les préavis municipaux, rapports des Commissions et communications diverses, par ordre de date et répertoire;
- d) un registre où se consigne la remise des pièces qui sortent des archives, ainsi que leur rentrée.

## CHAPITRE IV

### Des Commissions

**Art. 38.-** Toute Commission est composée de trois membres au moins.

Composition  
et attributions  
(art. 35 LC)

Il est tenu compte d'une représentation équitable des divers groupes politiques du conseil, conformément à l'art. 89 alinéa 3 ci-après.

Sont nécessairement renvoyées à l'examen d'une Commission toutes les propositions présentées par la Municipalité au Conseil; ces propositions doivent être formulées par écrit. Elles prennent la forme d'un Préavis. La Municipalité peut, d'elle-même ou sur demande d'une Commission, se faire représenter dans cette Commission, avec voix consultative, par l'un de ses membres ou, le cas échéant, accompagnée d'un ou plusieurs collaborateurs communaux.

Le président du Conseil ne peut donner d'instruction à une Commission, toutefois il pourra assister aux séances de la Commission comme observateur.

**Art. 39.-** Le conseil élit une Commission de gestion chargée d'examiner la gestion de l'année écoulée.

Commission de  
gestion  
(art. 93c LC  
et 34 RCCom)

Cette Commission de gestion est composée de 5 membres. Ils sont désignés lors de la première séance de la législature, pour un an. Le renouvellement intervient lors de la séance d'adoption de la gestion ou lors de la séance suivante. Deux membres ne sont pas immédiatement rééligibles. La Commission se constitue elle-même lors de la première réunion après son élection.

Aucun membre du personnel communal ne peut en faire partie.

Au surplus, les articles 99 et suivants du présent Règlement s'appliquent.

**Art. 40.-** Le Conseil élit une commission des finances chargée d'examiner le budget, les comptes, les dépenses supplémentaires, les propositions d'emprunt et le projet d'arrêté d'imposition.

Commission des finances

Cette Commission des finances est composée de 5 membres. Ils sont désignés lors de la première séance de la législature et pour la durée de celle-ci. La Commission se constitue elle-même lors de la première réunion après son élection.

Au surplus, les articles 99 et suivants du présent Règlement s'appliquent.

**Art. 41.-** Le Conseil élit une Commission d'urbanisme et d'environnement chargée d'examiner :

Commission d'urbanisme et d'environnement

- la modification du Plan Général d'Affectation ou du Règlement sur l'Aménagement du Territoire et les Constructions, qu'il s'agisse de modifications de portée générale, de l'adoption ou de la modification de Plans Partiels d'Affectation ou de Plans de Quartier ;
- les constructions d'artères routières nouvelles ou les travaux significatifs affectant le réseau routier existant ;
- les problèmes et travaux en relation avec la protection de l'environnement.

Pour les préavis susmentionnés, le bureau peut charger la Commission d'urbanisme et d'environnement de fonctionner en qualité de Commission technique.

La Municipalité peut en tout temps solliciter le préavis de la Commission pour des dossiers en relation avec les objets mentionnés à l'alinéa premier.

Cette Commission est composée de 7 membres. Ils sont désignés lors de la première séance de la législature et pour la durée de celle-ci. La Commission se constitue elle-même lors de la première réunion après son élection.

**Art. 42.-** Le Conseil élit une Commission de jeunesse chargée d'examiner les préavis sur les projets et mesures destinés aux attentes des jeunes de la Commune âgés de 12 à 20 ans. Elle est composée de 3 membres. Ils sont désignés lors de la première séance de la législature et pour la durée de celle-ci. La Commission se constitue elle-même lors de la première réunion après son élection.

Commission de jeunesse

Pour les préavis à l'alinéa premier, le bureau peut charger la Commission de jeunesse de fonctionner en qualité de Commission technique.

La Municipalité peut en tout temps solliciter le préavis de la Commission pour des dossiers en relation avec les objets mentionnés à l'alinéa premier.

Elle l'associe également aux rencontres avec les jeunes.

**Art. 43.-** Le Conseil élit une Commission de recours en matière d'impôts et de taxes chargée d'examiner les recours en la matière. Elle est composée de 3 membres. Ils sont désignés lors de la première séance de la législature et pour la durée de celle-ci. La Commission se constitue elle-même lors de la première réunion après son élection.

Commission de recours en matière d'impôts et taxes

**Art. 44.-** Les autres Commissions du Conseil sont les Commissions ad' hoc, soit :

Autres  
commissions

- les Commissions nommées de cas en cas et chargées d'examiner les propositions des membres du Conseil et les pétitions ou de préavisier sur leur prise en considération et ;
- les Commissions nommées de cas en cas et chargées d'examiner les propositions de la Municipalité.

**Art. 45.-** Sous réserve de la nomination de la Commission de gestion, de la Commission des finances et des Commissions thématiques, les Commissions sont désignées en règle générale par le bureau.

Nomination et  
fonctionnement  
des Commissions

Les Commissions désignent leurs présidents.

Les Commissions s'organisent elles-mêmes. Elles peuvent édicter un règlement d'organisation.

Lorsque l'assemblée nomme elle-même une Commission, elle y procède au scrutin de liste, à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second. Les bulletins blancs sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue. Lorsque le nombre de candidats est égal à celui des sièges à pourvoir, l'élection peut s'opérer tacitement. Mention en est faite au procès-verbal.

Lorsqu'un siège devient vacant, il reste acquis au groupe politique auquel appartenait le Conseiller à remplacer.

Lorsqu'un membre d'une Commission démissionne de son parti ou quitte son groupe politique ou en est exclu, il est réputé démissionnaire de la commission dans laquelle il représentait ce parti ou ce groupe.

**Art. 46.-** La Commission rapporte à une date subséquente. L'assemblée ou le bureau peut, le cas échéant, lui impartir un délai pour le dépôt de son rapport. La Commission ne peut rapporter à la séance même où elle a été constituée, sauf cas d'urgence reconnu par une décision du Conseil à la majorité des trois quarts des membres présents.

Rapport

**Art. 47.-** Les Commissions doivent déposer, par écrit, leur rapport sur le bureau du Conseil au moins 7 jours avant la séance, cas d'urgence réservés.

Lorsqu'une Commission ne dépose son rapport au jour dit, elle prévient le président du Conseil, lequel en informe ce dernier.

**Art. 48.-** Le premier membre d'une Commission la convoque. Il est en principe rapporteur. Toutefois, les Commissions peuvent se constituer elles-mêmes. La Municipalité est informée de la date des séances de toute Commission.

Constitution

**Art. 49.-** Les Commissions ne peuvent valablement délibérer que si la majorité de leurs membres sont présents.

Quorum et vote

Les Commissions délibèrent à huis clos.



Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents. Le président prend part au vote. En cas d'égalité des voix, son vote est prépondérant.

En règle générale, les Commissions tiennent leurs séances à La Villageoise ou à la Maison de Commune.

**Art. 50.-** Le droit à l'information des membres des Commissions est réglé aux articles 40h et 40c LC.

Droit à l'information des membres des Commissions et secret de fonction

Les membres des Commissions sont soumis au secret de fonction, aux conditions prévues aux articles 40i et 40d LC.

**Art. 51.-** Chaque membre du Conseil a le droit d'adresser par écrit ses observations à toute commission chargée d'un rapport.

Observations des membres du conseil

**Art. 52.-** Le rapport ne peut être fait verbalement que sur autorisation de la Commission et du président du Conseil. Les conclusions doivent toujours être écrites.

Rapport

Tout membre d'une Commission a le droit de présenter un rapport de minorité.

## TITRE II

### Travaux généraux du Conseil

#### CHAPITRE PREMIER

##### Des assemblées du Conseil

**Art. 53.-** Le Conseil se réunit en général à La Villageoise. Il est convoqué par écrit par son président, à défaut par son vice-président ou, en cas d'empêchement de ceux-ci, par un des membres du bureau. Cette convocation a lieu à la demande de la Municipalité ou du cinquième des membres du Conseil.

Convocation (art. 24 et 25 LC)

Le président a le droit de convoquer le Conseil de sa propre initiative, sous avis à la Municipalité.

La convocation doit être expédiée dans le plus bref délai, mais au moins dix jours à l'avance, cas d'urgence réservés. La convocation doit contenir l'ordre du jour. Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour.

**Art. 54.-** Chaque membre du Conseil est tenu de se rendre à l'assemblée, lorsqu'il est régulièrement convoqué.

Absences et sanctions (art. 98 LC)

Les membres du Conseil qui, en dépit d'un avertissement, négligeraient leur devoir de prendre part aux séances, peuvent être frappés par le bureau d'une amende dans la compétence municipale.

Au début de la séance, il est procédé à un appel nominal.

Il est pris note des absents, en distinguant les absences excusées de celles qui ne le sont pas.

Les absences doivent être communiquées au président ou au secrétaire. Les excuses à posteriori sont acceptées et figurent au procès-verbal.

**Art. 55.-** Le Conseil ne peut délibérer que pour autant que les membres présents forment la majorité absolue du nombre total de ses membres.

Quorum  
(art. 26 LC)

**Art. 56.-** Les séances du Conseil sont publiques. L'assemblée peut décider le huis clos en cas de justes motifs, notamment en présence d'un intérêt public ou d'intérêts privés prépondérants.

Publicité  
(art. 27 LC)

En cas de huis clos, toute personne qui n'occupe pas une fonction officielle dans la salle doit se retirer. Les personnes présentes sont tenues au secret des délibérations.

**Art. 57.-** Un membre du Conseil ne peut prendre part à une décision ou à une discussion lorsqu'il a un intérêt personnel ou matériel à l'affaire à traiter. Il doit se récuser spontanément ou, à défaut, être récuser par un membre du Conseil ou par le bureau. Le Conseil statue sur la récusation.

Récusation  
(art. 40j LC)

Les décisions sur la récusation et sur l'affaire à traiter sont prises à la majorité des membres restant du Conseil. Dans ce cas, l'article 55 qui précède n'est pas applicable.

Il est fait mention de la récusation au procès-verbal et sur l'extrait de décision.

**Art. 58.-** Le bureau peut tenir un registre des intérêts<sup>11</sup>.

Registre des  
intérêts

**Art. 59.-** S'il est constaté par l'appel nominal que le quorum fixé à l'article 55 est atteint, le président déclare la séance ouverte.

Appel

Lorsque l'assemblée n'est pas en nombre, elle se sépare jusqu'à nouvelle convocation.

**Art. 60.-** Le procès-verbal de la séance précédente est envoyé à chaque membre en principe avec la convocation de la prochaine séance du Conseil par courriel en cas d'accord du Conseiller. Il est mis en discussion et adopté au début de la séance. Si une rectification est proposée, le Conseil décide.

Procès-  
verbal

Le procès-verbal est inséré dans le registre ou onglet des procès-verbaux et conservé aux archives.

Il est à disposition de tout citoyen, cas de huis clos réservé.

---

<sup>11</sup> Le registre des intérêts consiste en une liste des Conseillers indiquant les organismes tiers dans lesquels ils occupent des fonctions. Il permet de déterminer, en toute transparence, si un Conseiller a des intérêts qui seraient incompatibles avec un projet porté à l'ordre du jour et partant, susceptible réaliser un cas de récusation. Le Conseiller indiquera, par exemple, ses activités professionnelles, ses activités politiques, les activités qu'il assume au sein de Commissions etc. Le Conseiller est tenu d'indiquer au cours des débats ou des séances auxquelles il participe, de signaler ses intérêts et liens personnels et directs avant de s'exprimer sur un sujet en rapport avec lesdits intérêts ou liens. Le registre est tenu à jour. Il est possible d'interpeller les Conseillers et de leur fixer un délai pour établir les liens d'intérêts, et ce au début de chaque législature et par exemple, encore une fois par année.

**Art. 61.-** Après ces opérations préliminaires, le Conseil :

Opérations

- prend connaissance des lettres et pétitions parvenues au président depuis la précédente séance, réserve faite de celles dont les termes sont incompréhensibles, inconvenants, injurieux ou illisibles;
- entend les communications de la Municipalité.

Il passe ensuite à l'ordre du jour.

Les objets prévus à l'ordre du jour et non liquidés sont reportés, dans le même ordre, en tête de l'ordre du jour de la séance suivante.

L'ordre des opérations peut être modifié par décision du Conseil, notamment sur proposition de la Municipalité.

## CHAPITRE II

### Droits des Conseillers et de la Municipalité

**Art. 62.-** Le droit d'initiative appartient à tout membre du Conseil, ainsi qu'à la Municipalité.

Droit d'initiative  
(art. 30 LC)

**Art. 63.-** Chaque membre du Conseil peut exercer son droit d'initiative :

Postulat, motion,  
projet rédigé  
(art. 31 LC)

- a) en déposant un postulat, c'est-à-dire en invitant la Municipalité à étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de faire une proposition dans un domaine particulier et de dresser un rapport<sup>12</sup> ;
- b) en déposant une motion, c'est-à-dire en chargeant la Municipalité de présenter une étude sur un objet déterminé ou un projet de décision de compétence du Conseil communal<sup>13</sup> ;
- c) en proposant lui-même un projet de Règlement ou de modification d'un Règlement ou de partie de Règlement ou un projet de décision de compétence du Conseil communal<sup>14</sup>.

**Art. 64.-** Lorsqu'un membre veut user de son droit d'initiative, il remet sa proposition par écrit au président.

(art. 32 LC)

La proposition est développée séance tenante ou dans la prochaine séance.

Le Conseil examine si la proposition est recevable. Si, après avoir entendu l'auteur, un doute subsiste, le conseil peut :

- statuer ;
- renvoyer la proposition au bureau pour préavis ; le bureau demande à la Municipalité ses déterminations. Après le rapport du bureau, le Conseil tranche.

<sup>12</sup> Postulat : voir définition en annexe.

<sup>13</sup> Motion : voir définition en annexe.

<sup>14</sup> Projet rédigé de Règlement ou de décision du Conseil : voir définition en annexe.

Art. 65.- Après avoir entendu l'auteur de la proposition, la Municipalité et le président sur la proposition, le Conseil statue immédiatement après délibération.

(art. 33 LC)

Il peut soit :

- renvoyer la proposition à l'examen d'une Commission chargée de préavisier sur la prise en considération et le renvoi à la Municipalité, si un cinquième des membres le demande ;
- prendre en considération immédiatement la proposition et la renvoyer à la Municipalité, éventuellement assortie d'un délai particulier.

L'auteur de la proposition peut la retirer ou la modifier jusqu'à ce que le Conseil se prononce sur sa prise en considération.

Une fois prise en considération, la Municipalité doit impérativement la traiter et y répondre dans un délai de 6 mois, ou, à défaut, dans l'année qui suit le dépôt de la proposition par :

- a. un rapport sur le postulat ;
- b. l'étude ou le projet de décision demandé dans le cadre de la motion ; ou
- c. un préavis sur le projet de règlement ou de décision proposé.

La Municipalité peut assortir d'un contre-projet les projets de décision ou de Règlement soumis au Conseil en application de l'art. 65 alinéa 4 lettres b et c du présent Règlement.

Les propositions qui, selon la Municipalité, contreviennent aux exigences prévues par l'article 32 alinéa 4 LC font l'objet d'un rapport de celle-ci.

En présence d'un contre-projet de la Municipalité, la discussion est d'abord ouverte sur le projet, puis ensuite sur le contre-projet. Une fois la discussion close, le projet est soumis au vote, puis le contre-projet. En cas de double acceptation, le projet et le contre-projet sont opposés. Les conseillers expriment leur préférence. La proposition qui obtient le plus de voix l'emporte. En cas de double refus, le projet et le contre-projet sont rejetés.

**Art. 66.-** Chaque membre du Conseil peut, par voie d'interpellation, demander à la municipalité une explication sur un fait de son administration.

Interpellation  
(art. 34 LC)

Il informe, par écrit, le président de l'objet de son interpellation. Si celle-ci est appuyée par cinq membres au moins, elle est développée séance tenante ou dans la prochaine séance.

La Municipalité répond immédiatement ou, au plus tard, dans la séance suivante.

La discussion qui suit se termine par l'adoption d'une résolution, laquelle ne doit pas contenir d'injonction, ou par le passage à l'ordre du jour.

**Art. 67.-** Un membre du Conseil peut adresser une simple question ou émettre un vœu à l'adresse de la Municipalité.

Simple question  
ou vœu  
(art. 34a LC)

La Municipalité y répond dans le délai prévu à l'article 66 alinéa 3 du présent règlement. Il n'y a pas de vote ni de résolution.

## CHAPITRE III

### De la pétition

**Art. 68.-** Le Conseil examine les pétitions qui lui sont adressées.

Tout dépôt d'une pétition est annoncé au Conseil lors de sa prochaine séance.

Les pétitions dont les termes sont incompréhensibles, inconvenants, injurieux ou illisibles sont classées sans suite.

Si la pétition porte sur une attribution de la municipalité ou sur une compétence exhaustivement attribuée par la loi à une autorité cantonale ou fédérale, elle est transmise sans délai à l'autorité compétente, sous réserve des dispositions prévues par l'article 68, alinéa 3, du présent Règlement.

Si la pétition relève de la compétence du Conseil, elle est renvoyée à l'examen d'une Commission.

**Art. 69.-** La Commission détermine l'objet de la pétition en recueillant tous renseignements utiles, le cas échéant, après avoir sollicité l'avis de la Municipalité.

Elle entend en règle générale le ou les pétitionnaires ou leurs représentants.

Elle demande le préavis de toute autre Commission déjà chargée de traiter d'affaires en relation avec l'objet de la pétition.

Elle peut se dessaisir de la pétition pour la transmettre à une autre commission moyennant le consentement de cette dernière.

**Art. 70.-** Lorsque l'objet de la pétition entre dans les attributions du Conseil, la Commission rapporte à ce dernier en proposant :

- a. la prise en considération ; ou
- b. le rejet de la prise en considération et le classement.

Lorsque la pétition concerne une attribution de la Municipalité ou une compétence exhaustivement attribuée par la loi à une autorité cantonale ou fédérale, la Commission rapporte au Conseil en proposant le renvoi sans délai à l'Autorité compétente. Dans ce cas, le Conseil peut demander à la Municipalité de l'informer de la suite donnée à la pétition.

**Art. 71.-** Quelle que soit la suite donnée à la pétition, il y sera répondu.

## CHAPITRE IV

### De la discussion

**Art. 72.-** Au jour fixé pour le rapport d'une Commission, le préavis de la Municipalité ayant été communiqué, le rapporteur donne lecture :

Pétitions

(art. 34b LC)

Procédure

(art. 34c LC)

(art. 34d LC)

(art. 34e LC)

Rapport de  
la Commission

1. de la proposition ou de la pétition soumise à l'examen de la Commission;
2. des pièces à l'appui, si elles sont jugées nécessaires pour éclairer la discussion;
3. du rapport de la Commission. Ce rapport doit conclure à la prise en considération, à l'acceptation, à la modification, au renvoi ou au rejet de la proposition.

Sur la proposition de la Commission, le rapporteur peut être dispensé par le Conseil de la lecture de tout ou partie de ces différentes pièces, si celles-ci ont été remises aux membres du conseil, par écrit ou par voie électronique, au moins cinq jours à l'avance. En tout état de cause, le rapporteur doit donner lecture des conclusions de son rapport.

**Art. 73.-** Après cette lecture, le président ouvre immédiatement la discussion sauf décision contraire de l'assemblée. Les pièces mentionnées à l'article précédent sont remises au président.

Discussion

Si la demande en est faite, la discussion porte d'abord exclusivement sur la question d'entrée ou de non-entrée en matière, qui est alors soumise au vote du Conseil avant qu'il puisse être procédé sur le projet lui-même.

**Art. 74.-** La discussion étant ouverte, chaque membre peut demander la parole au président qui l'accorde suivant l'ordre dans lequel chacun l'a demandée.

Sauf les membres de la Commission et ceux de la Municipalité, nul ne peut obtenir une seconde fois la parole tant qu'un membre de l'assemblée qui n'a pas encore parlé le demande.

**Art. 75.-** Aucun membre ne peut parler assis, à moins qu'il n'en ait obtenu la permission du président.

L'orateur ne doit pas être interrompu; l'article 31 est toutefois réservé.

**Art. 76.-** Lorsque l'objet en discussion embrasse dans son ensemble diverses questions qui peuvent être étudiées successivement, la discussion est ouverte sur chacun des articles qu'il renferme, sauf décision contraire de l'assemblée.

Une votation éventuelle intervient sur chacun des articles.

Il est ouvert ensuite une discussion générale, suivie d'une votation sur l'ensemble de la proposition telle qu'elle a été amendée dans la votation sur les articles.

**Art. 77.-** Les propositions de décisions ou de règlement portées devant le conseil peuvent faire l'objet d'amendements. Les amendements peuvent faire l'objet d'amendements (sous-amendements).

Amendements  
(art. 35a LC)

Ils doivent être présentés par écrit au secrétaire avant d'être mis en discussion.

Un amendement ou un sous-amendement peut être retiré par son auteur tant qu'il n'a pas été voté. Il peut toutefois être repris par un autre membre de l'assemblée.

Peuvent proposer des amendements :

- a. les Commissions chargées d'examiner les propositions portées devant le Conseil ;
- b. les membres du Conseil ;
- c. la Municipalité.

**Art. 78.-** Toute opération du Conseil peut être interrompue par une motion d'ordre qui concerne le débat, sans toucher à son fond même. Si cette motion est appuyée par cinq membres, elle est mise en discussion et soumise au vote.

Motion  
d'ordre

**Art. 79.-** Si la municipalité ou le tiers des membres présents demande que la votation n'intervienne pas séance tenante, cette proposition est adoptée de plein droit.

Renvoi

Le renvoi de la votation ne peut avoir lieu qu'une fois pour la même affaire. Elle peut faire l'objet d'un deuxième renvoi sur décision de l'assemblée prise à la majorité absolue.

A la séance suivante, la discussion est reprise.

**Art. 80.-** Sur décision de la majorité des membres présents, le Conseil peut poursuivre la discussion au-delà de minuit.

Il est procédé à un nouvel appel.

## CHAPITRE V

### De la votation

**Art. 81.-** La discussion étant close, le président passe au vote. Il propose l'ordre dans lequel il entend faire voter. En cas de contestation, l'assemblée décide.

Vote (art. 35b LC)

Dans les questions complexes, la division a lieu de droit si elle est demandée.

Dans tous les cas, les sous-amendements sont mis aux voix en premier lieu, puis les amendements, les uns, le cas échéant, opposés aux autres, enfin la proposition principale amendée ou non.

Le président a soin d'avertir que les votes sur les amendements et les sous-amendements laissent toujours entière la liberté de voter sur le fond.

La proposition de passer à l'ordre du jour et celle du renvoi a toujours la priorité.

La votation se fait, en principe, à main levée. Le président n'y participe pas. En cas de doute, le président passe à la contre-épreuve. En cas d'égalité, il tranche.

Le vote électronique est assimilable au vote à main levée. Il peut être utilisé pour le vote à l'appel nominal.

Suite à un vote à main levée, l'appel nominal peut être demandé par un conseiller appuyé par un cinquième des membres.

La votation a lieu au bulletin secret à la demande d'un conseiller appuyé par un cinquième des membres.

Lorsque le vote nominal est demandé simultanément avec le vote à bulletins secrets, ces deux modes sont mis en opposition.

La votation a lieu au bulletin secret en tout cas pour les élections selon art. 12.

Le bureau délivre à chaque Conseiller présent un bulletin. Les bulletins délivrés sont comptés. Le bureau les recueille ensuite. Puis le président proclame la clôture du scrutin.

Si le nombre des bulletins recueillis est supérieur à celui des bulletins délivrés, le vote est nul.

**Art. 82.-** Les décisions soumises à la votation doivent être adoptées à la majorité simple, c'est-à-dire à la moitié des suffrages valablement exprimés, plus une voix.

Etablissement des résultats (art. 35b al. 2 LC)

En cas de votation au scrutin secret, les bulletins blancs et nuls n'entrent pas en considération pour l'établissement de la majorité.

En cas de votation à mains levées ou à l'appel nominal, les abstentions n'entrent pas en considération pour l'établissement de la majorité.

**Art. 83.-** Lorsque le dépouillement d'un scrutin ou la vérification de l'état de la salle établit que l'assemblée n'atteint pas le quorum, la votation est déclarée nulle.

Quorum

**Art. 84.-** Lorsque, immédiatement après l'adoption d'un objet à l'ordre du jour, le tiers des membres présents demande que cet objet soit soumis à un second débat, il doit être procédé à ce dernier dans la plus proche séance.

Second débat

Le second débat peut avoir lieu immédiatement si, en cas d'urgence, les deux tiers des membres présents le demandent.

**Art. 85.-** La Municipalité peut retirer un projet qu'elle a déposé tant que celui-ci n'a pas été adopté définitivement par le Conseil.

Retrait du projet

**Art. 86.-** Dans le cas où la résolution finale du Conseil diffère des propositions de la Municipalité, celle-ci peut demander, séance tenante, qu'il lui soit accordé un délai d'une semaine pour adhérer aux amendements ou retirer son projet.

Si la Municipalité ne fait pas usage de ce droit ou si, ayant demandé le terme d'une semaine, elle laisse expirer ce délai sans retirer sa proposition, la décision prise par le Conseil devient définitive.

Si la Municipalité retire son projet, le Conseil en est informé par son président lors de la plus prochaine séance.

**Art. 87.-** Aucune décision ne peut être annulée dans la séance même où elle a été prise. L'article 84 alinéa 2 est réservé.



**Art. 88.-** Lorsqu'il s'agit de décisions susceptibles de référendum aux termes de la LEDP et que cinq membres demandent, immédiatement après la votation, que la décision soit soumise par le Conseil au corps électoral, il est procédé séance tenante à la discussion et au vote sur cette proposition.

Référendum  
spontané  
(art. 107 al. 4  
LEDP)

## CHAPITRE VI

### Des groupes politiques

**Art. 89.-** Des groupes politiques sont créés au sein du Conseil.

(art. 40b LC)

Les Conseillers communaux élus sur la même liste électorale forment un groupe dans la mesure où ils sont au moins cinq.

Il est tenu compte de la force respective des groupes pour la désignation des Commissions.

## TITRE III

### Budgets, gestion et comptes

#### CHAPITRE PREMIER

#### Budget et crédits d'investissement

**Art. 90.-** Le Conseil autorise les dépenses courantes de la Commune par l'adoption du budget de fonctionnement que la Municipalité lui soumet.

Budget de  
fonctionnement  
(art. 4 LC  
et 5 ss RCom)

Il autorise en outre la Municipalité à engager des dépenses supplémentaires.

**Art. 91.-** La Municipalité ne peut engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles que jusqu'à concurrence d'un montant et selon les modalités fixées par le conseil au début de la législature.

(art. 11 RCom)

Ces dépenses sont ensuite soumises à l'approbation du Conseil.

**Art. 92.-** La Municipalité remet le projet de budget au Conseil au plus tard le 15 novembre de chaque année. Ce projet est renvoyé à l'examen de la Commission des finances.

(art. 8 RCom)

**Art. 93.-** Le vote sur le budget intervient avant le 15 décembre.

(art. 9 RCom)

**Art. 94.-** Les amendements au budget comportant la création d'un poste ou la majoration de plus de 10 % d'un poste existant ne peuvent être adoptés avant que la Municipalité et la commission se soient prononcées.

**Art. 95.-** Si le budget n'est pas adopté avant le début de l'exercice, la Municipalité ne peut engager que les dépenses indispensables à la bonne marche de l'administration.

(art. 9 RCom)

**Art. 96.-** Tout investissement fait l'objet d'un préavis indiquant son but, le montant du crédit, le mode de financement, la durée d'amortissement et les charges d'exploitation qu'il entraîne. L'article 17, alinéa 1, chiffre 5 est réservé.

Crédits  
d'investissement  
(art. 14 et 16  
RCCom)

Lorsqu'un crédit est épuisé, toute dépense supplémentaire doit être portée à la connaissance du Conseil par voie de communication écrite. Elle est ensuite soumise à son approbation dans les meilleurs délais.

**Art. 97.-** La Municipalité établit annuellement le plan des dépenses d'investissements.

Plan  
des dépenses  
d'investissements  
(art. 18 RCCom)

Ce plan est présenté au Conseil en même temps que le budget de fonctionnement; il n'est pas soumis au vote.

**Art. 98.-** Au début de chaque législature, le Conseil détermine un plafond d'endettement dans le cadre de la politique des emprunts ; ce plafond d'endettement peut être modifié en cours de législature moyennant autorisation du Conseil d'Etat.

Plafond  
d'endettement  
(art. 143 LC)

## CHAPITRE II

### Examen de la gestion et des comptes

**Art. 99.-** Le rapport de la Municipalité sur la gestion, les comptes arrêtés au 31 décembre précédent, accompagnés, cas échéant, du rapport et du rapport-attestation du réviseur, sont remis au Conseil au plus tard le 31 mai de chaque année et renvoyés à l'examen de la Commission de gestion ou à la Commission des finances, si le présent Règlement confie cette compétence à cette dernière.

Commission de  
gestion  
(art. 93c LC  
et 34 RCCom)

La Municipalité expose, dans son rapport, la suite donnée aux observations sur la gestion qui ont été maintenues par le conseil l'année précédente.

Le rapport sur les comptes est accompagné du budget de l'année correspondante. Il mentionne également les dépenses supplémentaires autorisées par le Conseil dans le courant de l'année (art. 90 al. 2), ainsi que les dépenses imprévisibles et exceptionnelles (art. 91).

**Art. 100.-** La Commission de gestion est compétente pour procéder à l'examen de la gestion de la Commune. L'examen des comptes et, cas échéant, du rapport et du rapport-attestation du réviseur est confié à la Commission des finances.

(art. 93c al. 1 LC)

**Art. 101.-** Les restrictions prévues par l'article 40 c LC<sup>23</sup> ne sont pas opposables aux membres des Commissions de surveillance dans le cadre de l'exercice de leur mandat de contrôle de la gestion et des comptes, sauf celles qui découlent d'un secret protégé par le droit supérieur.

(art. 93e LC  
et 35a RCCom)

---

<sup>23</sup> Les restrictions visées sont celles de l'art. 40c al. 2 LC, qui a la teneur suivante : "Un membre du Conseil communal peut se voir refuser les informations suivantes : a) Les documents internes sur lesquels la Municipalité s'est directement fondée pour prendre une décision; b) Les informations qui relèvent de la sécurité de la Commune; c) Les informations qui doivent rester confidentielles pour des motifs prépondérants tenant à la protection de la personnalité ou d'un secret protégé par la Loi".

Sous réserve des restrictions par l'alinéa premier, la Municipalité est tenue de fournir aux Commissions de surveillance tous les documents et renseignements nécessaires à l'exercice de leur mandat. Constituent notamment de tels documents ou renseignements :

- a. les comptes communaux, établis conformément aux règles fixées par le Conseil d'Etat selon l'article 93a LC ;
- b. le rapport-attestation au sens de l'article 93c LC et le rapport de l'organe de révision ;
- c. toutes les pièces comptables de l'exercice écoulé ;
- d. toutes les pièces relatives à la gestion administrative de la municipalité ;
- e. les extraits de procès-verbaux et les décisions issues des procès-verbaux de la municipalité ;
- f. tous les renseignements portant sur l'exercice écoulé ;
- g. l'interrogation directe des membres de tout dicastère ou service de la Municipalité, mais en présence d'une délégation de cette Autorité.

En cas de divergence entre un membre d'une Commission de surveillance et la Municipalité quant à l'étendue du droit à l'information, l'article 40 c alinéa 3 LC est applicable. Ainsi, le membre du Conseil ou la Municipalité peut saisir le Préfet du district, qui conduit la conciliation entre le Conseiller et la Municipalité. En cas d'échec de conciliation, le Préfet statue. Le recours prévu à l'article 145 LC est réservé.

**Art. 102.-** La Municipalité a le droit d'être entendue sur la gestion et sur les comptes.

(art. 93f LC  
et 36 RCom)

**Art. 103.-** Le rapport écrit et les observations éventuelles de la Commission de gestion, voire de la commission des finances, sont communiqués à la Municipalité qui doit y répondre dans les dix jours.

**Art. 104.-** Le rapport écrit et les observations éventuelles de la Commission de gestion et de la Commission des finances, les réponses de la Municipalité et les documents visés à l'article 99 sont soit communiqués en copie à chaque Conseiller, dix jours au moins avant la délibération, par voie électronique avec accord du Conseiller, soit tenus pendant dix jours à la disposition des membres du Conseil.

Communication  
au conseil  
(art. 93d LC  
et 36 RCom)

**Art. 105.-** Le vote sur la gestion et les comptes intervient au plus tard le 30 juin.<sup>24</sup>

(art. 93g LC  
et 37 RCom)

**Art. 106.-** Le conseil délibère séparément sur la gestion et sur les comptes.

Les réponses de la Municipalité au sujet desquelles la discussion n'est pas demandée sont considérées comme admises par le Conseil.

S'il y a discussion, le Conseil se prononce sur le maintien de tout ou partie de l'observation, mais sans pouvoir la modifier.

**Art. 107.-** L'original des comptes arrêtés par le Conseil est renvoyé à la Municipalité pour être déposé aux archives communales, après avoir été visé par le Préfet.

---

<sup>24</sup> Il faut tenir compte du fait que la législation finit le 30 juin. L'article 37 RCom sera adapté.

## TITRE IV

### Dispositions diverses

#### CHAPITRE PREMIER

##### De l'initiative populaire

**Art. 108.-** La procédure de traitement d'une initiative populaire par le Conseil est réglée par les articles 106 et suivants LEDP.

#### CHAPITRE II

##### Des communications entre la Municipalité et le Conseil, et vice-versa De l'expédition des documents

**Art. 109.-** Les communications du Conseil à la Municipalité se font par extrait du procès-verbal, sous le sceau du conseil et la signature du président et du secrétaire, ou de leur remplaçant.

**Art. 110.-** Les communications de la Municipalité au Conseil se font verbalement, au cours d'une séance, ou par écrit, sous le sceau de la Municipalité et la signature du syndic et du secrétaire ou de leur remplaçant désigné par la Municipalité.

**Art. 111.-** Les règlements définitivement arrêtés par le Conseil sont transcrits dans le registre prévu à l'article 37, lettre a.

Les expéditions nécessaires des décisions du Conseil, revêtues de la signature du président et du secrétaire ou de leur remplaçant désigné par le Conseil et munies du sceau du Conseil, sont faites à la Municipalité dans les meilleurs délais.

#### CHAPITRE III

##### De la publicité

**Art. 112.-** Sauf huis clos (voir article 56), les séances du conseil sont publiques ; des places sont réservées au public. (art. 27 LC)

**Art. 113.-** Tout signe d'approbation ou d'improbation est interdit au public.

Le bureau peut, au besoin, faire évacuer les personnes qui troublent la séance.

## CHAPITRE IV

### **Dispositions finales**

**Art. 114.-** Le présent Règlement entre en vigueur dès son approbation par le Chef du Département concerné pour les dispositions impératives de la LC et de la LEDP. Les articles 38, 45 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> paragraphes et 89, en relation avec l'élection selon le système proportionnel, entreront en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2016.

Il abroge le Règlement du 23 février 2006.

Il sera imprimé et un exemplaire en sera remis à chaque membre du Conseil.

Romanel-sur-Lausanne, le

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL

Le président

La secrétaire

Approuvé par la Cheffe du Département des institutions et de la sécurité en date du

## TABLE GENERALE DES MATIERES

TITRE PREMIER :	<b>Du conseil et de ses organes</b> , articles 1 <sup>er</sup> à 52
TITRE II :	<b>Travaux généraux du conseil</b> , articles 53 à 89
TITRE III :	<b>Budget, gestion et comptes</b> , articles 90 à 107
TITRE IV :	<b>Dispositions diverses</b> , articles 108 à 114

## TABLE DES ABREVIATIONS

<b>Cst-VD :</b>	Constitution du 14 avril 2003 du Canton de Vaud (RSV 101.01)
<b>LC :</b>	Loi du 28 février 1956 sur les Communes (RSV 175.11) Etat au 01.07.2013 (en vigueur)
<b>RCCom :</b>	Règlement du 14 décembre 1979 sur la comptabilité des Communes (RSV 175.31.1)
<b>LEDP :</b>	Loi du 16 mai 1989 sur l'Exercice des Droits Politiques (RSV 160.01)

## QUELQUES DEFINITIONS

**Le postulat** est une invitation à la Municipalité d'étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de faire une proposition dans un domaine particulier et de dresser un rapport. Le postulat n'a pas d'effet contraignant pour la Municipalité, si ce n'est l'obligation d'analyser une situation et de rédiger un rapport. Le postulat peut porter sur une compétence du Conseil communal ou de la Municipalité.

**La motion** est une demande à la Municipalité de présenter une étude sur un objet déterminé ou un projet de décision du Conseil communal. La motion ne peut porter que sur une compétence du Conseil communal. La motion est contraignante, dans la mesure où elle a pour effet d'obliger la Municipalité à présenter l'étude ou le projet de décision demandé. La Municipalité peut accompagner le projet de décision demandé d'un contre-projet.

**Le projet de Règlement ou de décision du Conseil** est un texte complètement rédigé par l'auteur de la proposition. Le projet de règlement ou de décision proposé ne peut porter que sur une compétence du Conseil communal. La Municipalité est obligée de rédiger un préavis sur le projet de règlement ou de décision proposé. La Municipalité peut accompagner celui-ci d'un contre-projet.

**L'interpellation :** est une demande d'explication adressée à la Municipalité sur un fait de son administration. Elle ne comprend ni le pouvoir d'annuler ou de modifier les décisions municipales, ni celui d'adresser des instructions impératives à la Municipalité. L'auteur de l'interpellation ou tout membre du Conseil peut proposer à l'assemblée l'adoption d'une **résolution** à la fin de la discussion qui suit la réponse de la Municipalité à l'interpellation. La résolution consiste en une déclaration à l'attention de la Municipalité et n'a pas d'effet contraignant pour celle-ci.

**L'amendement** vise à modifier un texte en délibération. **Le sous-amendement** vise à modifier un amendement.